

POST-RÉVOLUTION : LE CITOYEN SANS L'ÉTAT

Depuis la chute de l'ancien régime, un phénomène indicible est en train de se généraliser : les Tunisiens sont devenus allergiques à toute forme d'autorité, quelle qu'elle soit, comme si l'autorité était en soi un abus de pouvoir. L'autorité politique a été trop associée à l'exercice de l'arbitraire. En conséquence, le politique est devenu l'objet de toutes les méfiances. Après avoir été trop longtemps dociles, les Tunisiens ont développé le goût immodéré de la protestation révolutionnaire, du refus systématique, de la négation de l'ordre établi. Dans un certain sens, c'est légitime. Après avoir tout accepté, on veut tout repousser. Mais à présent qu'on a été victorieux de la tyrannie, avec un panache qui a fasciné le monde entier, à présent que chacun a droit au chapitre, veut obtenir réparation, et que ce dont on a été privé, la citoyenneté, tente de prendre corps dans la vie réelle, *hic et nunc*, c'est à chacun qu'échoie le sens de l'Etat, *le pouvoir d'agir*. Il faut que chacun réalise que l'autorité est désormais de sa responsabilité, de son fait. Chacun est une incarnation active du nouveau pouvoir. Désormais, tout ce qui se fait au sommet de l'Etat est une illustration de la société dans ses remous et ses courants immédiats. Si la vision des citoyens n'est pas claire, celle de l'Etat ne le sera pas non plus. Si cette nouvelle responsabilité n'est pas menée avec une haute conscience des intérêts collectifs, si ce sont à nouveau les calculs individuels qui prévaudront dans la conquête de l'alternance, l'Etat, au diapason du peuple, risque d'anéantir la promesse de la nouvelle république. La tyrannie est rejetée par tous, mais la démocratie n'a encore été trouvée par personne.

Le fait d'avoir séparé le Parti de l'Etat, dont la fusion stalinienne s'est enracinée durant 50 ans dans tout l'espace social, a été salutaire. Mais en même temps, l'Etat se trouve privé de ses principales courroies de transmission avec le corps social, et comme privé de ses racines. Il n'en a pas l'habitude. L'immense organe tentaculaire sur lequel il

s'appuyait a disparu. L'Etat est désormais comme suspendu aux aléas des mouvements de rue, et il tanguera au gré des inquiétudes, des pressions, des désirs, des désordres nés de ce bouleversement. Gouverner des rebelles chroniques est une acrobatie ardue pour un système politique accoutumé à des sujets débonnaires. Maintenant, les politiques ne tirent leur autorité que de l'expression populaire, et ils ne savent pas très bien comment s'y prendre pour la recueillir et la traduire. Et comme il n'y a pas encore d'organe réellement représentatif,



© webletters.net/blogs/article.php?w=RevueDepresse&e_id=40364, par MERCUIB - publié le mardi 18 janvier 2011.

l'Etat tunisien, dans ce vide créé par la liberté elle-même, cherche dans le peuple ce que celui-ci ne parvient pas à lui donner : la confiance en lui-même. L'Etat, affaibli et culpabilisé par les fautes du passé, cherche à lire dans les yeux du peuple le signal flou de son avenir. Ne pouvant plus se permettre la moindre coercition, il cherche en tâtonnant les voies de la conciliation.

Ainsi les rôles se sont inversés. L'Etat ne dicte plus ses ordres d'en haut, il doit s'accoutumer à les recevoir d'en bas. Mais comment les déchiffrer, ces ordres, comment les recevoir ? Quelles sont les impulsions réellement légitimes, quelles sont celles qui, au contraire, exploitent les troubles à des fins obscures ? Comment les différencier ? Rude tâche. L'Etat doit marcher la tête en bas, les yeux rivés sur la rue, et cela lui donne un peu

le vertige. Il y a, dans cette période transitoire, dans ce vide institutionnel, dans cet état un peu informe qui succède aux grandes cassures, et qui précède la genèse d'un monde indéfini, un sentiment de forces sans limites, et de faiblesses insurmontables. Tout semble possible, tout insuffle une énergie surhumaine aux initiatives qui poussent partout comme des plantes soudain inondées d'un soleil

dont la longue éclipse avait fané les fleurs. Mais tout semble aussi accompagner cette énergie d'une sourde agitation inquiète, face à un présent que la révolution ne parvient pas à faire entrer dans la maîtrise des choses, dans le contrôle de soi. L'Etat a dilapidé son capital d'autorité par de trop longues années de pouvoir sans partage, les citoyens se dépensent en mille passions actives, mais qui ne savent pas encore s'incarner dans une promesse claire. Cette gestation est excitante et harassante. Il n'y a pas de répit. L'histoire va plus vite que nos esprits. Tunis est une immense agora où se tiennent des manifestations, des sit-in, des meetings, où se promulguent des chartes et des pétitions, au milieu de quelques empoignades qui jouent à des simulacres de discorde civile. La rue fait un peu la loi, dit-on, c'est vrai. Mais, après tant d'années d'effacement, d'humilité, comment faire autrement ? Pour un oui, pour un non, on descend dans la rue, on savoure son mécontentement, on déguste son irritation. C'est une forme de dilettantisme engagé. La télévision est tantôt un immense cahier de doléances, tantôt un prétoire où se déclament des scènes de catharsis collective, de purgatoire, de châtiement.

Il y a aussi les outrances, les surenchères qui troublent l'entrée en démocratie, les délations, les dénonciations, les calomnies, les nouvelles injustices, et une méfiance généralisée à l'égard des élites. Cela pourrait conduire à une épuration dangereuse du corps créatif de l'Etat. La Justice tarde à se séparer de l'exécutif. En réalité, elle ne dépend pas seulement de tel ou tel régime, mais de la vie morale de chacun et de sa capacité à se forger son propre sens du devoir. L'avenir se compte désormais par heure, chaque minute foment un coup de théâtre, chaque nomination, imaginaire ou réelle, est objet de scandale, chaque fonctionnaire est en passe d'être « délogé », un soupçon pernicieux gâche la solidarité des premiers jours. Mais en dépit des symptômes d'anarchie, nous assistons à une montée de citoyenneté, comme si une communion secrète entre les gens se tramait, pour que cette liberté encore sans visage, sans idéologie, sans discours, sans programme ne se laisse pas gagner par ses propres excès. Que sortira-t-il de notre volonté ? Tout simplement notre volonté, et elle seule. Tout désormais dépend d'elle. Il va falloir pour cela quitter l'ambiance de vacances révolutionnaires et se mettre à travailler. La liberté est un labeur, non un loisir.

Hélé BÉJI

Collège international de Tunis



© windsoftn.wordpress.com/category/la-revolution-tunisienne/